

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 02 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TREDI

**1215 avenue Charles de Gaulle
01150 SAINT VULBAS**

Références : 20260310-RAP-PRICAE-S2

Code AIOT : 0006102272

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2026 dans l'établissement TREDI implanté 1215 avenue Charles de Gaulle à Saint-Vulbas.

L'inspection a été annoncée le 06 février 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREDI
- 1215 avenue Charles de Gaulle - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006102272
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TREDI exploite sur son site de Saint-Vulbas des installations de traitement de déchets dangereux autorisées par arrêté préfectoral du 23 avril 2019 modifié :

- incinération de déchets solides, liquides et gazeux ;
- valorisation de déchets (régénération de saumures bromées, régénération de gaz à effets de serre) ;
- activité transformateurs (décontamination d'équipements souillés aux PCB, réhabilitation de transformateurs, etc.).

L'établissement est classé Seveso seuil haut et IED.

Thème de l'inspection : action régionale « Détecteurs » (AR - 5)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
2	Détecteurs EDD et locaux à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
3	Maintenance des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
4	Test des MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Cinétique de la MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Maintien en sécurité et mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	6 mois
7	Niveau de confiance des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
8	Report d'alarme des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Identification des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a procédé par sondages afin de vérifier la cohérence entre les réseaux de détection mentionnés dans l'étude de dangers, l'identification des locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations et la réalité des réseaux sur le terrain. Ce sondage a montré que certains locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations ne faisaient pas l'objet d'une surveillance par détecteurs.

Concernant les réseaux sélectionnés lors de l'inspection, le suivi est assuré selon les préconisations fournisseurs des équipements (mode opératoire, périodicité) par des entreprises spécialisées voir par le fournisseur lui-même. Cependant pour l'une des mesures de maîtrise des risques (MMR) inspectées, il est demandé à l'exploitant de justifier du test de la boucle complète et d'effectuer le report de l'alarme en salle de contrôle ou au poste de garde.

L'étude documentaire a révélé quelques lacunes, ainsi l'inspection des installations classées demande le renforcement de la gestion des réseaux de détection par :

- la formalisation des justifications de conception et d'implantation des différents réseaux de détection,
- la définition des modalités du maintien en sécurité des installations en cas de défaillance partielle ou totale d'une boucle de sécurité,
- la traçabilité de l'ensemble des interventions menées sur les équipements MMR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 71 et annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : Article 71. Généralités. L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R.515-90 du code de l'environnement. Annexe III I.6. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
Constats : La dernière étude de dangers du site date de 2019, elle a été complétée plusieurs fois à l'occasion de différents projets notamment en 2022. L'exploitant a indiqué déposer sous peu un dossier de demande d'autorisation pour une nouvelle ligne de traitement, à cette occasion, il prévoit le dépôt d'une étude de dangers consolidée et autoportante avec des MMRs actualisées. Cette étude n'étant pas encore déposée auprès de l'Administration, l'exploitant a fourni en amont de l'inspection son document récapitulatif des MMR « Trédi Saint-Vulbas - liste des MMR - Modification et MCMR (Mesures complémentaires de maîtrise des risques) » - version du 21/05/2025. Ce document reprend l'ensemble des informations demandées au point 6 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Pour la suite de l'inspection, les équipements suivants ont été regardés en détails : <ul style="list-style-type: none">• MMR 27 ;• MMR 11 ;• Détection incendie du local Bunker Gaz. Les détails concernant ces MMR sont en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détecteurs EDD et locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement du réseau de détecteurs et conception
Prescription contrôlée : Surveillance et réseau de détecteurs. A. L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité,[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une liste de détecteurs MMR et simples barrières de sécurité.

D'après la documentation technique, les détecteurs de gaz de la MMR 27 sont adaptés au produit attendu, la centrale de traitement est recommandée dans la documentation technique des détecteurs. Les détecteurs ont été installés par le fournisseur de la chaudière. L'exploitant indique que les détecteurs sont positionnés au niveau des points de fuite probable mais ne dispose pas de documents justifiant le positionnement ou le nombre de détecteurs.

La MMR 11 repose sur deux capteurs de technologies différentes, chacune couvrant une gamme de feu de produits différents, ce qui permet de couvrir le large spectre de produits pouvant être présents dans le stockage. L'exploitant dispose du plan d'implantation des détecteurs, établi par le fabricant du matériel. L'exploitant ne dispose pas de documentation permettant de justifier le choix de la technologie ou du placement des capteurs.

Une visite terrain montre que les détecteurs sont positionnés conformément à la documentation technique, tournés vers le sol pour les détecteurs gaz, loin des sources de lumières artificielles, orientés vers la zone à surveiller et avec une vue libre de tout obstacle pour les détecteurs incendie. À noter cependant qu'en cas de présence d'un camion au poste de dépotage, un des détecteurs ne voit pas, ou que partiellement, la pomperie. En l'absence de documents justificatifs, l'inspection des installations classées ne peut pas se positionner sur le caractère adapté des implantations choisies par rapport aux risques et activités identifiés de la zone.

Les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations sont identifiés sur un plan transmis à l'inspection des installations classées. Parmi ceux-ci, 3 ne disposent pas de moyens de détection alors qu'un risque incendie existe et qu'il pourrait entraîner la perte de moyens de sécurité, notamment de MMR, pour le site.

La visite sur site a montré que le nom de l'équipement n'était pas toujours présent sur l'équipement (cas des détecteurs gaz par exemple).

Observation : L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'identifier clairement l'équipement par son nom/numéro (TAG) et son statut de « MMR » (code couleur ou nom de la MMR) afin d'informer les entreprises extérieures ou opérateurs qui interviendraient sur ce type d'équipement de la criticité de l'équipement et faire remonter au plus tôt toutes anomalies même mineures que quelqu'un pourrait détecter.

Demandes de l'inspection des installations classées :

L'exploitant doit fournir les justificatifs de conception et dimensionnement des réseaux de détecteurs objets de l'inspection (MMR 11 et MMR 27), il les fait établir le cas échéant.

Il justifie de l'absence de risques des locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations qui ne disposent pas de réseaux de détecteurs ou installe le réseau adapté le cas échéant.

L'inspection des installations classées procédant par sondages, l'exploitant s'assurera de disposer des informations de conception par chacun des réseaux de détecteurs soumis à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Délai : 6 mois

N° 3 : Maintenance des détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Établissement d'un programme et sa mise en œuvre
Prescription contrôlée : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées. B. L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : L'exploitant a présenté son plan de suivi et de tests des MMR et des barrières de sécurité de type « détection » qui définit la périodicité de test ou de maintenance ainsi que les entreprises extérieures en charge de leur entretien et maintenance. Pour les équipements sélectionnés, selon le type d'équipement, le suivi est assuré par une entreprise extérieure compétente ou par le fournisseur de l'équipement. Le périmètre d'intervention est défini par contrat et les procédures sont élaborées par l'entreprise extérieure en accord avec les préconisations des fournisseurs. L'entreprise intervenante est accompagnée par un opérateur TREDI lors des contrôles. Les préconisations/remarques de l'entreprise extérieure sont reportées dans un tableau géré par le service TREDI en charge du suivi de l'équipement et l'avancement du plan d'actions est documenté. Lors du contrôle de mars 2025, sur la MMR 27, l'entreprise extérieure en charge de la vérification des installations (en l'occurrence le fournisseur) a identifié le besoin de régler la sensibilité des détecteurs gaz. Cette mention n'apparaît plus dans le rapport de contrôle suivant et aucune mention n'est faite concernant la réalisation de ce réglage de sensibilité. L'exploitant a indiqué que ce réglage a été fait le jour de l'intervention par l'entreprise extérieure sans être tracé, avant le contrôle d'octobre 2025. Le rapport 2024 fait mention du changement d'un capteur qui lui est bien tracé dans le rapport de visite.
Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant procède à l'enregistrement de l'ensemble des interventions menées sur des équipements intervenant dans une boucle MMR. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 4 : Test des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des tests
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : L'inspection des installations classées a demandé à voir les rapports de tests des deux dernières années pour les équipements sélectionnés. L'exploitant a présenté les rapports pour chaque équipement. Concernant la MMR 11 et le détecteur du local Bunker gaz, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque, la périodicité est respectée, la cinétique de la MMR est mesurée et conforme à celle qui est attendue. Concernant la MMR 27, l'inspection des installations classées remarque que sur 2024 et 2025, le test de l'asservissement n'a pas été effectué « <i>sur demande de l'exploitant</i> ». La justification étant que lors du test, la disponibilité de la chaudière était requise. L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver que l'asservissement a été testé par ailleurs.
Demandes de l'inspection des installations classées : L'exploitant justifie de la réalisation du test de l'asservissement de la MMR 27 ou procède à celui-ci le cas échéant. Il s'assure de la réalisation du test de la boucle complète à la fréquence requise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 5 : Cinétique de la MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation EDD
Prescription contrôlée : L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : Le temps de réponse de la MMR 11 est mesuré et enregistré, elle est conforme à celle qui est attendue dans la fiche de vie de la MMR. Concernant la MMR 27, l'asservissement n'ayant pas été testé, la cinétique de la barrière ne peut pas être vérifiée.
Demandes de l'inspection des installations classées : L'exploitant justifie par un test que la cinétique de mise en œuvre de la MMR 27 est conforme à celle qui est attendue et décrite dans la fiche de vie de la MMR. Il s'assure que cette mesure est systématiquement effectuée lors des tests de l'asservissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 6 : Maintien en sécurité et mises à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
Prescription contrôlée : B. [...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie [...] des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : L'exploitant n'a pas défini, que ce soit de manière globale ou au cas par cas, les modalités de maintien en sécurité de ses installations en cas de défaillance de tout ou partie d'une MMR.
Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant définit les modalités de maintien en sécurité de ses installations en cas de défaillance de tout ou partie d'une MMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 6 mois

N° 7 : Niveau de confiance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilités
Prescription contrôlée : Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. [...]
Constats : Les MMR sélectionnées sont définies avec un niveau de confiance de 2 (NC 2) dans l'étude de dangers. Le document technique de la centrale de traitement de la MMR 27 présente un certificat de SIL 1 sur cet équipement, de ce fait la MMR ne peut être d'un niveau de confiance de 2. L'exploitant a indiqué que dans l'étude de dangers en cours de rédaction les sécurités incendie seront toutes de NC 1 et non NC 2 comme c'est le cas de certaines actuellement.
Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant corrige le niveau de confiance de la MMR 27 dans son étude de dangers et met à jour les nœuds papillons, le positionnement des scénarios de la matrice et mène le cas échéant la démarche de maîtrise des risques permettant l'atteinte d'un niveau de risque acceptable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 6 mois

N° 8 : Report d'alarme des détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission
Prescription contrôlée : B. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention. C. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
Constats : La MMR 11 est reportée en salle de contrôle sur le panneau incendie. La MMR 27 en revanche ne fait pas l'objet d'un report en salle de contrôle.
Demandes de l'inspection des installations classées : L'exploitant effectue le report avec transmission de l'alarme de la MMR 27 en tout temps en salle de contrôle ou au poste de garde. L'exploitant s'assure du respect de l'article 55 de l'AM du 04/10/2010 pour l'ensemble des MMRs de détection concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 6 mois

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

¹ Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023).

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Identification des MMR
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III
Information confidentielle : <ul style="list-style-type: none">Informations concernant la MMR 27 : Chaîne de sécurité détection gaz dans le local chaudière vapeur : 3 détecteurs de gaz dans le local brûleur (localisés au niveau du détendeur, du brûleur et au plafond pour l'air ambiant) qui ferment la vanne d'alimentation en gaz de la chaudière. <u>Objectif</u> : Éviter la création d'une ATEX dans le local chaudière <u>Scénarios EDD</u> : 7-Utilites-chaudierevapeur-local-explo (NC2) - SEL sortant <u>Cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue</u> : inférieure à 30 secondes <u>Maintenance / test</u> : testée par une société extérieure tous les 6 mois.Informations concernant la MMR 11 : Protection incendie de la pomperie HPC-MPC-BPC (barrière effets dominos) : extinction d'une nappe enflammée sous la citerne et refroidissement automatique de la citerne par le système d'extinction fixe (déluge eau dopée) du bâtiment dépotage liquide sur détection optique de flamme. <u>Objectif</u> : Assurer la non pressurisation d'une citerne routière (BV sortants) et éviter les effets dominos <u>Scénario EDD</u> : 1-stock-liq-camion-HPC-MPC-BPC-pressu (NC2) - Bris de vitres sortants + effets dominos <u>Cinétique mise en œuvre de la réponse attendue</u> : Inférieure à 30 secondes <u>Maintenance / test</u> : test des installations fixes par une société extérieure tous les 6 mois.

Nom du point de contrôle : Détecteurs EDD et locaux à risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Information confidentielle : Les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations qui ne disposent pas de réseaux de détecteurs sont : <ul style="list-style-type: none">local MMR des cuves de stockages contenant l'instrumentation et l'automate des MMR de la zone de stockage ;le local mousse 4 du bâtiment G contenant notamment l'électrovanne du déluge du bâtiment G ;le local supresseur - eau de ville. La MMR 11 repose sur deux capteurs de technologies différentes, l'une adaptée au feu de produits carbonés et une autre adaptée au feu de produits émettant de l'eau en cas d'inflammation.